



Déclarations et Discours

Nº 81/13

LES SOMMETS ÉCONOMIQUES OCCIDENTAUX

Discours du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. A.E. Gotlieb, devant les membres de l'Institut canadien des affaires internationales (C.I.I.A.) réunis, le 9 avril, à Winnipeg.

Je suis très heureux de me retrouver dans un cadre aussi sympathique avec des personnes qui s'intéressent sérieusement à la politique étrangère, pour parler de l'un des phénomènes diplomatiques les plus intéressants de la deuxième moitié des années 70 et du début des années 80. Il s'agit, bien entendu, des réunions périodiques des dirigeants des plus importants partenaires économiques du groupe des nations industrialisées à économie mixte, réunions que l'on dénomme communément les sommets économiques occidentaux.

Les rencontres au sommet n'ont pas toujours eu bonne presse : que l'on se souvienne de Yalta ou des négociations de Versailles entre Wilson, Lloyd George et Clémenceau après la Première Guerre mondiale. Même Moïse eut de la peine à persuader son peuple de la sagesse qu'il ramenait du Sommet ! Plusieurs dirigeants ont sans doute raison de réfléchir sur le vieux dicton japonais selon lequel il y a deux catégories de fous : ceux qui n'ont jamais escaladé le Mont Fuji, et ceux qui l'ont fait deux fois*.

Après tout, quel recours a-t-on contre un chef de gouvernement ? Qui reverra ses décisions ou modifiera ses instructions ?

Pourtant, depuis le Sommet de Rambouillet près de Paris, en 1975, les dirigeants des grands pays occidentaux se sont réunis annuellement : à Porto Rico en 1976, à Londres en 1977, à Bonn en 1978, à Tokyo en 1979 et à Venise en 1980. Après le Sommet d'Ottawa en juillet 1981, chacun des sept pays participants aura été l'hôte d'un sommet. Les présidents des États-Unis et de la France, le chancelier allemand ainsi que les premiers ministres japonais, britannique et italien ont participé dès le début au processus, rejoints par le premier ministre canadien depuis Porto Rico et par le président de la Commission européenne depuis Londres.

Ces sept chefs d'État ou de gouvernement représentent des pays qui, pris ensemble, comptent pour près de la moitié du commerce mondial, pour près des quatre cinquièmes de la production des pays industriels et pour plus de la moitié de la production mondiale. Il existe un écart considérable entre la stature politique et économique de plus petit participant au Sommet et celle de tout autre pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) qui aspire éventuellement à être admis au Sommet. Pour ce qui est de la présence du président de la Commission, il faut se souvenir que les États membres de la Communauté européenne (C.E.) ont cédé par traité la responsabilité de certains éléments importants de leur souveraineté aux institutions communautaires, notamment en ce qui concerne la politique commerciale, ainsi que d'autres aspects de leurs politiques économiques.

* Remerciements, pour ce paragraphe, à Arthur Andrew, ancien haut fonctionnaire aux Affaires extérieures.